

needs vary because we are not all “equally situated or equally empowered” (6). As a precept it embraces knowledge derived from concrete relations rather than abstraction, from connectedness to, rather than distance from, others, from embodied particulars rather than from generic universals. For example, in relation to the widespread use of economic costing in social policy, Hankivsky suggests that the liberal social contract theory that underpins the quantification and commodification of life, health and loss fails to recognize that “people value reciprocity, altruism and responsibility towards others” (93). The precept of “responsiveness” refers to the valorization of the voices of those silenced by polity and policy derived from the modernist and liberal predilection to regard “social differences” as, at best, incidental variations on one, true, universal and essential human nature. Responsiveness suggests respect for the stories of ordinary people, for their views about “what their experiences have been, what their needs are, how these needs have arisen and how they can best be met” (35). An ethic of care demands that lay knowledge and experience become central to political decision making: “Instead of objectifying people, responsiveness empowers them” (96). “Consequences of choice” is a precept that requires reflexivity in relation to the social policy decision-making process. Policy has no way of assessing the harm that it does or might do. Minimizing the negative, practical, material effects of policy and how it impacts to the detriment of the lives of real people is, currently, not on the liberal agenda, and justice suffers for want of it.

These precepts are the critical tribunal against which Hankivsky measures the efficacy of Canadian social policy. This approach gives the book both a strongly practical as well as a normative, utopian edge. The book offers a portrait of Canadian social policy “as is” and contrasts it with what it would look like if it was built on the firm foundation of an ethic of care. The argument is well made and clearly articulated and it is clear that the feminist ethic of care, first voiced by Carol Gilligan, has discovered a new advocate, who has made an intelligent contribution to its development.

The weakest point in the normative framework of an ethic of care, in my view, lies in its propensity to be a source of oppression. Hankivsky does not avoid mention of this possibility. She notes that “pathological forms of care can emerge” and that in the literature these are usually associated with “maternalism, parochialism and colonialism” (22). One should add “disablism” to this list. The disability movement, for example, particularly in the UK, is suspicious of the concept of care. The discourse of care valorizes the caregiver and disempowers and infantilizes the recipient. It is not commensurate with the political goal of independent living. While Hankivsky should probably have used more space to describe some of the problems associated with the ethic of care, her pertinent and convincing argument against the liberal ethic of justice, sustained with great clarity throughout the text, is what makes this book worth reading.

BILL HUGHES *Glasgow Caledonian University*

Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme

Raymond Boudon

Paris: Odile Jacob, 2004, pp. 242

Professeur émérite à la Sorbonne, co-responsable de trois dictionnaires de sociologie et auteur d'une vingtaine de livres depuis quarante ans, le sociologue Raymond Boudon pose dans son avant-dernier livre une question symptomatique, qui donne lieu à un long exposé, à savoir: « Pourquoi les intellectuels n'aiment-ils pas le libéralisme ? ». Pour y répondre, l'auteur procède en plusieurs étapes et commence par mettre en évidence ce qu'il désigne comme des « raisons sociocognitives qui font que telle ou telle catégorie d'intellectuels développe une attitude négative à l'égard du libéral-

isme » (p. 16). Par la suite, il examine quelques raisons qui feraient que certains discours sur l'anti-libéralisme trouvent un auditoire à la fois aussi nombreux et aussi attentif. Ce livre clair et vivant fait suite à une conférence publique donnée en Suisse en septembre 2003.

Ouvrage concis, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme* se divise en trois grands chapitres. La première partie propose un exercice de « sociologie des idées » (p. 9) comme on le fait assez rarement de nos jours; bon nombre d'intellectuels contemporains seraient des « producteurs d'idées », d'autres, au contraire, des « consommateurs d'idées » (par exemple les enseignants du secondaire), et d'autres encore — les journalistes — serviraient de « médiateurs » (p. 21). Autrement dit, il existerait encore de nos jours une demande d'idées et de modèles explicatifs pour comprendre le monde, et il se trouverait des personnes prêtes à fournir à tout propos des explications très simples et souvent séduisantes : ce seraient les intellectuels. Après la présentation de cette dynamique, l'auteur s'attarde sur le terme même de « libéralisme », en rappelant fort à propos qu'en Amérique du Nord (mais du côté anglophone, faudrait-il préciser), le mot « libéral » signifie pour beaucoup une sorte de progressisme, alors que la perception contraire prévaudrait en Europe occidentale (p. 22). Boudon, quant à lui, conserve du mot « libéralisme » sa définition philosophique, qui insiste principalement sur l'autonomie de l'individu. En fait, il rappelle la liste des grands penseurs européens qui ont, d'une manière ou d'une autre, fait l'apologie du libéralisme, de Tocqueville à Durkheim et Vilfredo Pareto (p. 26). Il démontre aussi que, sous des formes renouvelées, « la notion de la lutte des classes est donc toujours bien présente dans beaucoup d'esprits » (p. 39). Le marxisme, à son avis, a donné une sanction durable à « la théorie du complot (*conspiracy theory*) » (pp. 41 et 150). En somme, ces modèles explicatifs auraient gagné en crédibilité sous des formes diverses; mais pour bien des gens, le libéralisme demeurerait par contre le synonyme du mal qui rongerait nos sociétés.

Raymond Boudon poursuit sa réflexion en reprenant une critique déjà présente dans ses ouvrages précédents et en s'attaquant aux écrits de Louis Althusser, Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron (p. 44) et Jean-Louis Harouel (p. 46). Au lieu de constater le pouvoir de « forces sociales », auxquelles il ne croit pas, Boudon met en évidence les dérives des schémas explicatifs comme le « constructivisme » (toujours employé dans ce livre avec des guillemets), puis suggère de dépasser ces modes d'explication qu'il juge trop simplistes (p. 46). Il préfère, quant à lui, trouver dans des ouvrages classiques, comme *Le contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, les fondements nécessaires pour comprendre les conséquences de cet échange de la liberté naturelle contre la liberté civile qui est à l'origine de l'État-nation et de la démocratie (p. 49). Or, l'explication de Rousseau demeure aride et complexe, même de nos jours, tandis que les arguments spécieux des intellectuels à la mode quant au libéralisme ambiant paraissent plus faciles à comprendre et à propager : il s'agirait d'une sorte de pouvoir abusif et invisible des dominants sur les dominés (p. 83). Reprenant l'argument du sociologue Georg Simmel, Boudon affirme que les intellectuels sont plus avides de visibilité que de vérité (p. 78). Il en cite d'autres exemples, ayant trait au statut des minorités noires des États-Unis et aux revendications de certaines féministes québécoises (p. 88).

L'aspect le plus intéressant de ce livre, comme c'est le cas des ouvrages précédents de Raymond Boudon, réside dans sa critique souvent mordante des penseurs et des sociologues les plus en vue, ceux que peu de chercheurs osent contester. Ici, Boudon critique successivement la psychologie causaliste (p. 115) et l'anti-américanisme (p. 116), mais aussi Michel Foucault (p. 116), le marxisme, la psychanalyse; il classe parmi les « concepts douteux » ce qu'il nomme « les versions sociologiques modernes de l'habitus de Saint Thomas », visant directement le sociologue Pierre Bourdieu (p. 115).

La deuxième partie du livre traite de la circulation des idées nommées « illibérales », et illustre « la facilité avec laquelle des théories simplistes se sont répandues dans les milieux intellectuels au cours des dernières décennies » (p. 129). Mais le constat de la première moitié du livre nous a préparés aux meilleures pages de l'ensemble (pp. 140–194). Citant Tocqueville, Raymond Boudon affirme que les idées qui circulent de nos jours ne sont pas toutes de même valeur, loin s'en faut, en dépit du vent d'égalitarisme qui oblige à présenter plusieurs points de vue pour donner l'impression d'une véritable opinion publique (p. 140). Boudon estime, par exemple, qu'il est difficile de croire que « le niveau monte » dans les écoles françaises (p. 141), et pourtant cette affirmation, populaire depuis une vingtaine d'années, est l'exemple d'une théorie qu'il juge « plus utile que vraie » : à la fois séduisante, simple, facile à expliquer, partagée de presque tous, mais dépourvue de fondement (p. 141) et manquant totalement de nuances. Plus loin, parmi les exemples que donne Raymond Boudon de ces écrivains « demi-habiles », qualifiés de « belles âmes », toujours prêts à défendre de bons sentiments, il mentionne le schéma largement répandu en France (autour de 1990) de « *La connaissance inutile* » (d'après le titre du livre de Jean-François Revel) et de la « *Défaite de la pensée* » d'Alain Finkielkraut (p. 149).

Deux problèmes subsistent toutefois : en dépit de leur fausseté, beaucoup de ces idées reçues, faites de généralisations abusives, sont largement diffusées et trouvent une certaine adhésion à plusieurs niveaux. Selon l'auteur, cette situation constitue un vrai danger pour la démocratie, « parce que les idées utiles et fausses ont une influence directe sur les citoyens les plus jeunes » (p. 165). De plus, ces mêmes idées reçues « exercent une influence indirecte sur les hommes politiques et autres décideurs » (p. 166).

Spécialiste de l'analyse des effets pervers, Raymond Boudon scrute encore l'exemple de la culture de masse pour montrer à quel point de mauvaises idées bénéficient souvent d'une large audience. Il cite le cas de la télé-réalité qui crée « des célébrités dont la visibilité n'est fondée sur aucun mérite particulier » (p. 171). Après une critique de certaines tendances de la sociologie actuelle et des « mondes de l'art », Boudon examine de nouveau l'image négative du libéralisme (p. 197).

Dans le troisième chapitre, Raymond Boudon critique entre autres le principe du tout-est-bon (« *Anything goes* »), et conteste la validité de certains modèles théoriques à la mode dans certains milieux universitaires, comme le constructivisme et le déconstructionnisme, auxquels il n'accorde aucune valeur scientifique (pp. 215–6). En outre, il considère comme excessif ce qu'il nomme l'« hyperempirisme réactif » de bien des chercheurs déçus ou échaudés par les grandes idéologies, et qui ne jurent plus désormais que par les statistiques (p. 217). Enfin, Boudon laisse à Adam Smith le soin de conclure provisoirement, tout en insistant sur l'importance de reconsidérer non seulement le bien-fondé du libéralisme, mais aussi (sans pour autant établir de lien entre les deux) la vraie mission du journaliste devant chroniquer l'actualité (p. 227). D'autres pistes explicatives sont également proposées.

Parfois proche de l'essai, ce livre de Raymond Boudon se lit aisément et pourrait parfaitement convenir au lecteur non-sociologue, à partir du niveau du baccalauréat. J'aurais toutefois apprécié que l'éditeur ajoute un index des noms. De plus, il faudrait que l'auteur, spécialiste de l'étude des idéologies et des idées reçues, puisse articuler dans un prochain travail l'ensemble de ces idées fausses selon un ou des systèmes idéologiques, ou sinon expliquer pourquoi on ne saurait réduire ce problème (du « *Anything goes* ») en termes idéologiques. Je ne crois pas que cette démonstration serait particulièrement simple, car pour exister et être retenues comme telles, les idéologies doivent conserver une certaine cohérence interne (même en étant fausses ou invalides). Nous assistons plutôt à la circulation de différentes idéologies contradictoires, où le « vrai » voisine avec le « douteux ».

Depuis longtemps, Raymond Boudon écrit ses livres pour dire en substance : « ce que vous croyez n'est pas aussi simple que les apparences le laissent accroire », et « ce n'est pas parce que tout le monde en parle que c'est vrai ou même important ». En somme, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme* intéressera probablement les philosophes et les chercheurs en sciences sociales ayant un intérêt pour les idéologies, l'espace public, la rectitude politique, l'histoire des idées; mais ces pages conviendront peut-être aussi — pourquoi pas? — aux journalistes et aux intellectuels, puisque l'ouvrage s'intéresse particulièrement à eux. Ils avaient d'ailleurs réagi plus fortement lorsque Pierre Bourdieu avait publié un ouvrage similaire, intitulé *L'emprise du journalisme* (Liber), en 1996.

YVES LABERGE, *Institut québécois des hautes études internationales*

Le démantèlement de l'État démocratique.

Ezra Suleiman

Paris : Le Seuil, 2005, 398 pp.

Professeur de science politique à l'Université de Princeton, en sus rattaché à l'Institut d'études politiques de Paris, Ezra Suleiman peut être vu comme une sorte d'oiseau rare. Voilà, en effet, un Américain (né, il est vrai, au Moyen-Orient et ayant fait une partie de ses études en Europe) qui prend passionnément fait et cause pour l'idée d'un nécessaire rôle régulateur de l'État dans nos sociétés complexes (58) et fait de l'actuelle tendance à remettre en cause cette idée son cheval de bataille.

Il faut le mentionner d'entrée de jeu, ce n'est cependant que de façon médiante que l'ouvrage de Suleiman porte sur le démantèlement de l'« État démocratique » dans son ensemble. L'objet d'étude plus direct de ce livre, c'est plutôt la mise à mal, depuis le début de la décennie 80, d'une des constituantes de l'appareil étatique occidental moderne : l'administration publique. Comme, dans l'optique de l'auteur, cette constituante demeure, aujourd'hui encore, essentielle au bon fonctionnement de l'État (lire, de l'État régulateur de type keynésien), mettre par trop à mal la première équivaut par définition à « démanteler » à terme le second — à le rendre progressivement incapable de remplir convenablement toute une série de tâches dont il tire sa raison d'être ainsi que sa légitimité auprès des populations. D'où le titre de l'ouvrage, qui ne relève pas d'une de ces trop grandes libertés que se permettent souvent les traducteurs.

Par administration publique, Suleiman entend « classiquement » le corps, en principe professionnalisé, de fonctionnaires de l'État chargé tant de la préparation éclairée des projets de lois d'un gouvernement que des différentes dimensions de leur éventuelle mise en application. Tout au long de son livre, Suleiman n'éprouve aucune gêne à nommer cette administration publique « bureaucratie ». L'habituelle connotation négative par le terme ne tient aucune place dans le discours de l'auteur (en cela aussi, peut-on-dire, ce dernier fait figure d'oiseau devenu bien rare).

Pour Suleiman, lorsque les commentateurs et analystes discutent des attaques, le plus souvent « néo-libérales », dont a été victime l'État occidental de type interventionniste au cours des vingt-cinq dernières années, c'est plus précisément d'attaques contre une administration publique compétente, capable d'agir et politiquement « neutre » qu'ils devraient parler. Alors, en effet, que « d'autres institutions essentielles à la bonne marche de la démocratie, comme les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, les gouvernements régionaux et locaux, ne tendent qu'à faire l'objet de débats feutrés » (p. 11), qu'il « existe un accord universel sur l'importance de leur existence et sur les fonctions minimales qu'elles doivent remplir » (p. 32), la « bureaucratie » est « la seule à avoir connu un tel travail de sape que sa contribution à la bonne marche démocratique est mise en péril. » (p. 33)